

France

«Le texte va aussi permettre de poursuivre la prostitution sur Internet [...] On pourra repérer les clients sur la Toile.»

Chantal Jouanno, sénatrice UDI, hier sur Europe 1, sur la proposition de loi sur la prostitution.



© REVELLI-BEAUMONT/SIPA

11,3 % C'EST LA HAUSSE des actes islamophobes enregistrée sur les neuf premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2012, selon les statistiques de l'Observatoire national contre l'islamophobie publiées ce week-end. Ainsi, cent cinquante-sept actes ont été comptabilisés de janvier à fin septembre.

En bref

MUNICIPALES : COPÉ VEUT CROIRE À UNE VAGUE BLEUE

A quelques mois des municipales, Jean-François Copé considère que «les conditions sont encore réunies pour une vague bleue». Le président de l'UMP a appelé à voter utile pour les candidats de son parti dès le premier tour. «Si vous votez Front national, vous aurez des François Hollande dans toutes les villes», a-t-il déclaré hier sur Europe 1. Et de dénoncer une «collusion» entre le PS et le FN, «piège tendu» selon lui aux électeurs pour le premier tour.

UN HOMME DISPARU RETROUVÉ MORT PRÈS DE PERPIGNAN

Un homme de 60 ans, disparu il y a une semaine d'un hôpital psychiatrique des Pyrénées-Orientales, a été découvert mort hier dans un fossé d'un village proche de Perpignan, à huit kilomètres du lieu de sa disparition. Des examens doivent permettre de déterminer les causes du décès.

OISE : LE CORPS D'UNE FEMME RETROUVÉ

Le corps d'une femme, morte depuis plusieurs semaines, a été retrouvé samedi dans un bois près de Compiègne (Oise). C'est un cueilleur de champignons qui a fait la macabre découverte en fin d'après-midi. Une autopsie doit être pratiquée. Il pourrait s'agir d'une mère de famille de 49 ans portée disparue depuis fin septembre.

UN JEUNE REÇOIT UNE BALLE EN PLEINE TÊTE À SAINT-OUEN

Un jeune homme de 20 ans était hier entre la vie et la mort après avoir reçu une balle en pleine tête à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), a indiqué une source policière. Il circulait dans la ville vers 3h du matin lorsque des individus dans une voiture se sont arrêtés à son niveau et ont fait feu, avant de prendre la fuite. La victime a été hospitalisée.

REMISE À PLAT FISCALE

LES SYNDICATS REÇUS À MATIGNON

Après celui des promesses, voici venu le temps des concertations. Les partenaires sociaux doivent être reçus par Matignon aujourd'hui et demain afin de discuter des modalités de la remise à plat fiscale annoncée par Jean-Marc Ayrault mardi dernier. Si les contours de cette réforme demeurent flous, quelques pistes émergent déjà pour rendre la fiscalité française plus lisible et mieux acceptée. L'hypothèse d'une fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu pour créer un prélèvement unique, retenu à la source, devrait être au cœur des débats. Il s'agit également d'améliorer la progressivité de l'impôt sur le revenu, à l'heure où la moitié des citoyens français en sont exonérés.

Reprendre la main

Au-delà des modalités techniques, la remise à plat fiscale est également un beau coup politique pour l'exécutif. Pour le Premier ministre, affaibli par l'impopularité du gouvernement et les rumeurs de remaniement, cette an-



© WTT/SIPA

Jean-Marc Ayrault recevra aujourd'hui et demain les partenaires sociaux.

nonce est l'occasion de reprendre la main et conforter sa position à Matignon. Mais aussi, trois mois après la réforme des retraites, d'associer de nou-

veau les syndicats de salariés aux discussions, alors que ces derniers reprochaient au gouvernement de prêter une oreille trop attentive au patronat. •

ÉQUITAXE

LES PONEYS ÉTAIENT DANS LA RUE



© R. DE LA MAUVINIÈRE/SIPA

De jeunes manifestants, hier à Paris, protestaient contre la hausse de la TVA.

Les manifestants étaient entre 5 000 et 15 000 hier dans Paris. A pied ou à poney, cavaliers et professionnels de la filière équine ont protesté contre la hausse de la TVA – de 7 à 20 % – qui s'appliquera aux centres équestres à partir du 1^{er} janvier 2014. La mesure menacerait, selon eux, 2 000 structures et 6 000 emplois. Le gouvernement, qui ne cesse de dire que cette augmentation est imposée à la France par la Commission européenne, a proposé des aides. Parmi elles, un «fonds cheval» piloté par les représentants de la filière doit absorber une partie de la hausse de TVA. Un dispositif qui n'a pas convaincu les professionnels de l'équitation. •